

Résumé du Rapport 2011 sur l'ISR en Belgique

Ce sixième rapport consacré à l'investissement socialement responsable (ISR) vise à fournir une photographie aussi fidèle que possible du marché en Belgique. Il se compose de deux parties : la première consacrée au contexte législatif et politique et la seconde à l'analyse quantitative et qualitative du marché au 31 décembre 2010.

PARTIE 1 CONTEXTE LEGISLATIF ET POLITIQUE

Les pouvoirs publics peuvent jouer un rôle déterminant dans l'essor de l'ISR. Ce rôle passe par leur reconnaissance de ce secteur, par la création d'outils et de mécanismes destinés à favoriser les ISR, par une plus grande transparence imposée aux acteurs financiers et par une gestion responsable des deniers publics.

1. Reconnaissance de l'investissement socialement responsable

1.1. Stratégies publiques

Depuis l'adoption du Plan fédéral de développement durable 2004-2008, la reconnaissance de l'ISR par les pouvoirs publics s'est largement accrue.

Un grand chantier a été entamé en 2004 pour créer une norme ISR légale. Cette initiative vise à améliorer, à la fois, la protection du consommateur-investisseur et la qualité des produits financiers qui se revendiquent de l'ISR. L'adoption d'un texte de loi allant dans ce sens ferait de la Belgique un pionnier au plan mondial. Le 25 février 2011, plusieurs sénateurs ont déposé une nouvelle proposition de loi à cet effet. Elle reprend le texte fourni par l'étude financée par le Service public fédéral de programmation Intégration sociale sur cette question.

Des discussions sont également en cours pour créer une Agence de protection des consommateurs de produits financiers communs qui aurait pour missions, entre autres, de promouvoir et contrôler les aspects de la finance éthique et solidaire et d'interdire le financement de certains produits ainsi que la spéculation nocive pour l'intérêt général. Une nouvelle proposition de loi allant en ce sens a été déposée à la Chambre des Représentants le 8 novembre 2010.

1.2. Investissements controversés

Il n'y a pas eu d'avancée majeure en 2010 concernant l'engagement des pouvoirs publics contre le financement des armes controversées. La loi du 20 mars 2007 interdisant le financement du commerce des mines antipersonnel, des sous-munitions et des bombes à uranium appauvri n'est toujours pas accompagnée d'un arrêté royal fixant la liste des entreprises visées. Par ailleurs, le 6 octobre 2010, le sénateur Philippe Mahoux a déposé une proposition de loi visant à interdire le financement d'entreprises dont l'activité est liée aux bombes incendiaires au phosphore blanc.

En matière d'investissement dans des entreprises actives en Birmanie, la proposition de résolution adoptée par le Sénat ne semble toujours pas avoir donné de suite. Elle prônait notamment l'interdiction au niveau européen d'importer du pétrole en provenance de la Birmanie.

Les différentes initiatives politiques en faveur de l'interdiction de la spéculation financière sur les produits alimentaires ne donnent toujours pas de résultats.

2. Outils et mécanismes spécifiques

2.1. Pensions

La création d'une épargne-pension socialement responsable à dimension solidaire est en discussion. Le 17 octobre 2010, Philippe Mahoux a déposé une nouvelle proposition de loi au

Sénat allant en ce sens.

Une délibération du Conseil des Ministres en 2006 prévoyait de rendre l'épargne-pension plus avantageuse pour les placements éthiques par des mesures fiscales mais elle n'a toujours pas été mise en œuvre.

2.2 Epargne solidaire

Les incitateurs fiscaux à l'épargne solidaire des Belges sont encore trop insuffisants. Ils sont en effet limités au financement d'activités de micro-finance dans les pays en voie de développement. Rien n'existe encore pour favoriser l'épargne solidaire au profit de l'économie sociale belge.

3. La transparence

Depuis 2002 et 2003, les organismes de pension complémentaire doivent publier la description de leur politique d'ISR. Cette obligation de transparence a été étendue à tous les organismes de placement collectif.

En 2006, un plan d'action prévoyait d'étendre les règles de transparence à l'ensemble du secteur financier. Mais à l'heure actuelle, ceci n'a toujours pas été réalisé.

4. Gestion de l'argent public ou à caractère public

4.1. Fédéral

Au niveau fédéral, il convient de relever les exemples suivants de gestion des deniers publics en fonction de critères ISR : la Loterie nationale, BIO, le Fonds de réduction du coût global de l'énergie (FRGE) ainsi que la Caisse de retraite des sénateurs.

En 2010, il y a eu des initiatives parlementaires en matière d'ISR et notamment la proposition de loi déposée à nouveau le 24 novembre par des sénateurs en vue de réformer la méthode de sélection des entreprises belges pouvant bénéficier d'une aide de l'Office national du Ducroire. Il s'agit d'inclure des critères extra-financiers en parallèle aux critères économiques et financiers classiques.

4.2. Région flamande

En Flandre, les initiatives suivantes méritent d'être relevées : Toekomstfonds, Vlaams Zorgfonds, Spaarfonds van de Vlaamse non-profit/social-profitsector ainsi que ParticipatieMaatschappij Vlaanderen (PMV).

4.3. Région de Bruxelles-Capitale

L'ordonnance du 1er juin 2006 de la Région de Bruxelles-Capitale impose des critères d'ISR aux marchés publics financiers de la Région et de ses communes. Il s'agit d'une obligation d'investir au moins 10 % des placements publics selon des critères sociaux, éthiques ou environnementaux ou dans l'économie sociale doublée d'une obligation de transparence. Le texte prévoit également qu'un organisme contrôle le respect de cette mesure.

Toutefois, deux freins ont été identifiés à la mise en œuvre de cette ordonnance. Le premier est la position débitrice de la Région Bruxelles-Capitale et de ses communes. Le deuxième réside dans le fait qu'aucun instrument légal n'a été mis en place pour que la Région puisse contrôler la gestion courante des communes dans le cadre de la tutelle administrative de ces dernières.

4.4. Région wallonne

La Région wallonne se démarque par l'ambitieux objectif annoncé dans la Déclaration de politique

régionale wallonne pour la législature 2009-2014. Il s'agit d'obliger la Région et les communes d'investir progressivement une part croissante de leurs avoirs dans des véhicules financiers qui répondent à des critères de durabilité environnementale, éthique et sociale (20% en 2012, 30% en 2014,...).

4.5. Provinces et communes

Certaines provinces et communes mettent aussi en place des initiatives intéressantes concernant l'ISR. Un exemple est le fait d'investir une partie de leurs avoirs dans des produits ISR, le plus souvent dans des comptes d'épargne ISR.

PARTIE 2 DONNEES CHIFFREES DU MARCHE BELGE

Données quantitatives

Nombre

Le nombre total de produits financiers ISR sur le marché belge, secteurs *retail* et institutionnel confondus au 31/12/2010, s'élève à 361, contre 315 au 31/12/2009, soit une progression de 12,5%.

Tout comme les années précédentes, l'offre ISR belge se compose majoritairement de fonds d'investissement qui représentent 93% du marché ISR en Belgique. La proportion des comptes d'épargne augmente légèrement à 3% et celle des autres formules d'épargne (exemple : parts de coopérateur) reste stable à 4%.

Valeur (actif net total)

Au 31/12/2010, le volume total de capitaux placés dans l'ISR en Belgique s'élève à 13,21 milliards d'euros, soit une hausse modeste de 3,6% par rapport au 31/12/2009. En revanche, la part de marché de l'offre ISR est légèrement en baisse, puisqu'elle passe de 3,92% en 2009 à 3,77% en 2010. La nouveauté en 2010 est que la croissance de l'encours des produits ISR est largement due à l'augmentation de l'encours des comptes d'épargne ISR. Les fonds ISR, tirant traditionnellement l'encours global vers le haut, ne croissent que de manière marginale cette année.

Le volume des capitaux placés dans les fonds ISR augmente très légèrement à 11,15 milliards d'euros, +0,46% par rapport à fin 2009. L'ensemble des fonds poursuivant une augmentation plus régulière, les fonds ISR enregistrent donc une légère baisse de part de marché, la première depuis 1993 : celle-ci passe de 8,28% en 2009 à 8,13% au 31/12/2010.

Le *leader* du marché des fonds ISR est clairement KBC (60% du marché avec 6,74 milliards d'euros), suivi de loin par Dexia (15% du marché avec 1,63 milliard d'euros).

Au 31/12/2010, le volume des capitaux placés dans les comptes d'épargne ISR pèse plus de 1,89 milliard d'euros, soit une croissance de 26% en un an. En matière de parts de marché, bien que toujours très minoritaires, les comptes d'épargne ISR connaissent également une croissance par rapport à l'année précédente, ils passent de 0,85% à 0,96%.

Quatre acteurs se partagent le marché des comptes épargne ISR en Belgique : la Banque Ethias (53%), la Banque Triodos (39%), BNP Paribas (7%) et VDK-Spaarbank (1%). La Banque Ethias est devenue *leader* du marché fin 2008 quand elle a fait certifier ses comptes d'épargne par Forum Ethibel, pesant plus d'1 milliard d'euros au 31/12/2010.

Le volume des capitaux placés dans les autres formules d'épargne ISR s'élève à 168,45 millions d'euros, enregistrant une bonne croissance de 22%.

Pour les autres formules d'épargne ISR, c'est la Banque Triodos qui domine le marché avec 46%

de parts de marché. Quatre autres acteurs, tous des coopératives, ont des encours représentant entre 9% et 14% du marché : Incofin, Crédal, Hefboom et Alterfin.

Dimension solidaire

Parmi les 361 produits d'ISR, on recense 32 produits solidaires dont seulement 4 sont des investissements solidaires avec partage solidaire.

La valeur totale des produits solidaires représente 1,13 milliard d'euros, soit environ 9% de l'encours total des produits ISR en Belgique. C'est une hausse de près de 119 millions d'euros par rapport au 31/12/2009. Les deux tiers de l'encours de ces produits sont détenus par des investissements solidaires avec partage solidaire.

La qualité extrafinancière des fonds ISR

Il apparaît que depuis 2006, les fonds avec des mécanismes de garantie de capital prennent une place de plus en plus dominante parmi les fonds ISR. Or, ils n'offrent aucune garantie de qualité extrafinancière dans le temps, puisque leur sélection d'actions est figée. Cette augmentation peut donc être interprétée comme une dégradation de la qualité du marché belge des fonds ISR.

Une cotation des fonds ISR a été effectuée. Selon la méthodologie utilisée, 73 fonds des 336 fonds ISR recensés ont été admis à la cotation. En effet, 76% des fonds ISR sont inéligibles car ils n'offrent pas de garantie sur leur qualité extrafinancière dans le temps.

La cotation moyenne obtenue est de 52%. Ce sont deux fonds de la Banque Triodos (Triodos Sustainable Pioneer Fund et Triodos Sustainable Equity Fund) avec respectivement une cote de 81% et de 78%, ainsi que les 4 fonds KBC Eco Fund (Alternative Energy, Climate Change, Water, World), ex aequo avec 72%, qui sont les mieux cotés. Aussi, dans le classement des promoteurs, c'est la Banque Triodos qui obtient la meilleure cote pour la qualité moyenne de ses fonds.